

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges | 21010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Eric Ennis, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature

Date

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	39
Analyse des charges consolidées	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges (l'
« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés
des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice
terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes
comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle
de la situation financière de la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges au 31 décembre 2024, ainsi que des
résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie
consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le
secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les
responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section
« Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous
sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des
états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous
incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et
appropriés pour fonder notre opinion d'audit

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges inclut dans ses états financiers
consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes
pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des
Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 et S25 portent sur
l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins
fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés
conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle
considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies
significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de
l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de
l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de
liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Gariépy Gravel Larouche Blouin CPA S.E.N.C.R.L.

GARIÉPY, GRAVEL, LAROUCHE, BLOUIN, CPA S.E.N.C.R.L.

Par : Nicole Roy, CPA auditrice

Québec, le 20 août 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Revenus			Redressé note 24
Taxes	1	8 811 200	7 918 039
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 000	3 176
Quotes-parts	3		62 336
Transferts	4	157 364	2 421 266
Services rendus	5	331 997	272 648
Imposition de droits	6	450 000	548 021
Amendes et pénalités	7	31 000	36 388
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	84 000	66 115
Autres revenus	10	17 368	23 237
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 898 929	11 388 234
Charges			
Administration générale	14	2 066 663	1 702 584
Sécurité publique	15	1 266 800	1 168 463
Transport	16	3 245 500	3 023 682
Hygiène du milieu	17	1 718 500	1 739 585
Santé et bien-être	18	4 000	
Aménagement, urbanisme et développement	19	694 700	484 122
Loisirs et culture	20	1 047 550	911 446
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	363 371	715 342
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	10 407 084	9 387 828
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(508 155)	2 000 406
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26		19 274 632
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(205 648)
Solde redressé	28		19 274 632
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	18 407 750	19 274 632

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 100 989	110 744
Débiteurs (note 5)	2	5 845 584	5 738 111
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		5 750
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 946 573	5 854 605
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 267 900	4 267 900
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 728 798	931 196
Revenus reportés (note 11)	12	411 729	419 387
Dette à long terme (note 12)	13	13 064 030	11 420 789
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	19 472 457	17 039 272
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 525 884)	(11 184 667)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	30 671 450	30 358 012
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	114 222	98 792
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	147 962	2 495
	23	30 933 634	30 459 299
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	18 407 750	19 274 632
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	18 407 750	19 274 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	18 407 750	19 274 632

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(508 155)	(866 882)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	()	2 037 667 ()
Produit de cession	3		
Amortissement	4		1 723 383
(Gain) perte sur cession	5		1 622 594
Réduction de valeur / Reclassement	6		844
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(313 440)	(1 602 635)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10		(15 430)
Variation des actifs incorporels achetés	11		(54 044)
Variation des autres actifs non financiers	12		(145 467)
	13	(160 897)	61 846
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		2
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(508 155)	(1 341 217)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		(11 184 667)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(205 648)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		(11 184 667)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(12 525 884)
			(11 184 667)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(866 882)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 723 383
Autres		
▪ Ajustement immobilisations	3.1	846
	4	857 347
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	5	(107 473)
Autres actifs financiers	6	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	797 602
Revenus reportés	8	(7 658)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	
Propriétés destinées à la revente	10	
Stocks de fournitures	11	(15 430)
Autres actifs non financiers	12	(145 467)
	13	1 378 921
		1 513 988
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 037 667)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	
	18	(2 037 667)
		(3 225 229)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	19	()
Remboursement ou cession	20	5 750
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	21	()
Cession	22	
	23	5 750
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	24	2 732 800
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 055 352)
Variation nette des emprunts temporaires	26	()
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(34 207)
Autres		
▪	28.1	
	29	1 643 241
		114 457
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	990 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		(1 596 784)
Solde déjà établi	31	110 744
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	
Solde redressé	33	110 744
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 100 989
		110 744

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges est un organisme municipal constitué et régie en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25. Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de la Corporation du Site les Sept-Chutes inc., un organisme sans but lucratif contrôlé faisant partie du périmètre comptable de la Municipalité.

Les états financiers consolidés englobent également les données des organismes qui sont contrôlés de façon partagée avec des partenaires. Cette consolidation ligne par ligne est proportionnelle à la participation de la Municipalité dans ces partenariats non commerciaux. Les taux de participation varient d'un exercice à l'autre en fonction de paramètres spécifiés dans les contrats. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 les partenariats auxquels la Municipalité participe s'établissent comme suit :

- Régie intermunicipale de l'aréna de la Côte-de-Beaupré dont le taux de participation de l'exercice a été de 28.36 % pour une participation cumulative approximative de 28.36 %
- Station d'épuration des eaux de la Ville de Beaupré dont le taux de participation de l'exercice a été de 20.41 % et dont le taux cumulatif varie d'un élément des états financiers à l'autre.

Dans le cadre de la consolidation des états financiers, les méthodes comptables de ces organismes sont harmonisées à celles de la Municipalité et les opérations et soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Estimations comptables

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût d'acquisition. Leur valeur comptable est réduite lorsque le placement subit une moins-value durable. La réduction est prise en compte dans l'état des résultats de l'exercice mais elle est retirée aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. Les revenus tirés de ces placements sont constatés dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles à l'état des revenus de fonctionnement.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux ainsi que ceux pour le Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ses bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ses bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ses bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés, sauf dans le cas d'actifs incorporels achetés.

Stocks

Les stocks sont présentés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé en utilisant la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire et les taux suivants :

Ameublement et équipements de bureau	10 % et 20 %
Bâtiments	2.5 %
Infrastructures	2.5 et 5 %
Machinerie, outillage et équipements	10 %
Véhicules	10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes des immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus de taxes sont constatés lors de la taxation annuelle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluation.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus reportés d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Seuls les montants réellement utilisés sont inscrits à titre de revenus.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

Les élus municipaux de la Municipalité participent à un régime de retraite à employeurs multiples à prestations déterminées. Ce régime est comptabilisé comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées puisque la Municipalité ne dispose pas des informations nécessaires pour pouvoir appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées. De plus, la Municipalité offre à certains de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées, alors que la Régie offre un REER collectif.

Un passif est constaté dans les créanciers et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les crébiteurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Frais reportés

Les frais d'émission de la dette à long terme sont présentés en contrepartie de la dette à long terme, à titre de frais reportés dans les passifs. Ils sont amortis et passés en charge selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission de la dette correspondante.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Les modifications contiennent notamment des indications à l'égard de la répartition des revenus entre les opérations avec ou sans contrepartie et des conditions de constatation des revenus.

Dans le cas d'une opération sans contrepartie, le revenu est constaté à la valeur de réalisation lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques en vertu d'un évènement passé. Pour les opérations avec contrepartie, le revenu est constaté lorsque chaque obligation de prestation est remplie. L'obligation de prestation est remplie lorsque le payeur a le contrôle des avantages associés aux biens ou services, ce qui peut avoir lieu progressivement ou à un moment précis.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — actifs incorporels achetés (NOSP-8)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation du secteur public (NOSP-8) — actifs incorporels achetés, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. La note d'orientation du secteur public 8 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des actifs incorporels achetés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — Partenariats public-privé (chapitre SP 3160)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3160 — partenariat public-privé du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3160 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des partenariats public-privé.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 100 989
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	110 744
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 100 989
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 100 989
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9	300 709
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	702 295
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 753 104
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	409 972
Organismes municipaux	13	177 771
Autres		
▪ Autres comptes à recevoir	14.1	46 199
▪ Droit de mutation à recevoir	14.2	56 451
	15	85 184
	15	5 845 584
	15	5 738 111
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 216 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	1 216 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 469 613
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 616 213
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	822 200
Ministère de la Culture et des Communications	25	53 725
Autres ministères/organismes	26	224 272
	27	4 753 104
	27	4 716 410

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	5 750
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	5 750
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	5 750
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité possède des facilités de crédit, d'un montant total autorisé de 9 410 173 \$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.25 % et de 5.70 % et sans date de renouvellement, dont 5 142 273 \$ est inutilisé au 31 décembre 2024.

10. Créditeurs et charges à payer

	2024	2023
Fournisseurs	43	1 074 484
Salaires et avantages sociaux	44	317 244
Dépôts et retenues de garantie	45	256 678
Provision pour contestations d'évaluation	46	429 348
Autres		
▪ Gouvernement du Québec	47.1	449
▪ Gouvernement du Canada	47.2	225
▪ Intérêts sur dette à long terme	47.3	79 718
	48	46 024
		931 196
		1 728 798

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**11. Revenus reportés**

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres	54.1	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	58 448
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	347 454
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	
Autres contributions des promoteurs	60	
Fonds de redevances réglementaires	61	
Autres		
▪ Revenus reportés hockey	62.1	5 827
	63	411 729
		419 387

Note

	2024	2023
Solde de début	419 387	513 759
Plus : encaissements de l'exercice	65 330	36 819
Moins : revenus de l'exercice	72 988	131 191
Solde de fin	411 729	419 387

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,36	5,60	2025	2044	64	13 170 511
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de						
location-acquisition					68	
Autres					69	
					70	13 170 511
						11 493 063
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (106 481)(	72 274)
					72	13 064 030
						11 420 789

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 121 902		1 121 902
2026	74		1 083 940		1 083 940
2027	75		1 109 878		1 109 878
2028	76		1 071 816		1 071 816
2029	77		1 019 654		1 019 654
2030 et plus	78		7 763 321		7 763 321
	79		13 170 511		13 170 511
Intérêts et frais accessoires	80		()		()
	81		13 170 511		13 170 511

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	135 711
Régimes de retraite des élus municipaux	89	21 366
	90	157 077
		106 704

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
■	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin	
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	10 168 809	215 969	10 384 778	
Eaux usées	102	11 812 227	215 969	12 028 196	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	17 282 675	624 418	17 907 093	
Autres	104.1	1 647 849	67 407	1 715 256	
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	8 680 602	159 915	8 840 517	
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 980 398	835 944	2 816 342	
Ameublement et équipement de bureau	109	597 081	114 222	711 303	
Machinerie, outillage et équipement divers	110	761 526	204 505	966 031	
Terrains	111	654 865		654 865	
Autres	112				
	113	53 586 032	2 438 349	56 024 381	
Immobilisations en cours	114	592 149	(400 682)	191 467	
	115	54 178 181	2 037 667	56 215 848	
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 626 164	229 174	1	4 855 337
Eaux usées	117	5 883 750	229 174		6 112 924
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	7 390 136	769 338	(887)	8 160 361
Autres	119.1	1 488 880	93 078	12 866	1 569 092
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 151 691	175 169	(10 078)	2 336 938
Améliorations locatives	122	184 378	24 683		209 061
Véhicules	123	1 182 128	108 769	2	1 290 895
Ameublement et équipement de bureau	124	526 589	22 956	(361)	549 906
Machinerie, outillage et équipement divers	125	386 453	71 042	(2 389)	459 884
Autres	126				
	127	23 820 169	1 723 383	(846)	25 544 398
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	30 358 012			30 671 450
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()()()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	106 898
▪ Autres	143.2	41 064
Autres		
▪	144.1	
	145	147 962
		2 495

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée à assumer 10 % du déficit d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Saint-Ferréol-les-Neiges.

En vertu d'une entente avec le Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries concernant l'utilisation par la Municipalité du gymnase et du local polyvalent de l'école du Ruisseau, la Municipalité s'est engagée à assumer sa part des dépenses des coûts d'entretien, de remplacements et de consommation énergétique.

La Municipalité est membre de la Régie intermunicipale de l'Aréna de la Côte de Beaupré. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité a accordé une délégation de compétence à la ville de Beaupré pour l'opération de la station d'épuration des eaux de la ville de Beaupré. De ce fait, elle doit assumer sa part de financement et de dépenses.

La Municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Beaupré. De ce fait, elle doit assumer sa part de dépenses de cet organisme.

La Municipalité a octroyé un contrat pour la cueillette des ordures ménagères sur son territoire. Le contrat a pris effet le 1er février 2021 et il est d'une durée de 5 ans. La cueillette des ordures est effectuée de façon hebdomadaire. Le coût à la tonne métrique s'élève pour l'année 2025 à 131.00 \$ taxes en sus et incluant le transport à l'incinérateur de Québec. La municipalité génère approximativement 1 500 tonnes d'ordures ménagères annuellement.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement des exercices antérieurs a été fait afin de corriger les débiteurs puisqu'ils étaient surévalués. Les débiteurs et l'excédent de fonctionnement non affecté ont été diminué de 205 648 \$ chacun.

25. Données budgétaires

S/O

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir. L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4 267 900	–	–	–	4 267 900
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 611 004	–	–	–	1 611 004
Intérêts courus à payer	79 404	–	–	–	79 404
Dettes	1 115 600	2 180 800	2 077 900	7 668 400	13 042 700
	7 073 908	2 180 800	2 077 900	7 668 400	19 001 008

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4 267 900	–	–	–	4 267 900
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	852 740	–	–	–	852 740
Intérêts courus à payer	46 024	–	–	–	46 024
Dettes	1 027 400	2 036 400	1 987 700	6 295 600	11 347 100
	6 194 064	2 036 400	1 987 700	6 295 600	16 513 764

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé¹	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 918 039	8 811 200	8 705 175		8 705 175	
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 176	16 000	26 376		26 376	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	247 721	139 000	298 309	18 364	316 673	
Services rendus	5	207 656	269 900	179 308	73 153	252 461	
Imposition de droits	6	548 021	450 000	670 344		670 344	
Amendes et pénalités	7	36 388	31 000	19 563		19 563	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	103 123	84 000	64 128	1 987	66 115	
Autres revenus	10	22 828	17 000	74 962	168	75 130	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 086 952	9 818 100	10 038 165	93 672	10 131 837	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 155 181		(49 169)		(49 169)	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 155 181		(49 169)		(49 169)	
	22	11 242 133	9 818 100	9 988 996	93 672	10 082 668	
Charges							
Administration générale	23	1 483 456	1 860 700	2 066 040	212 984	6 027	2 285 051
Sécurité publique	24	1 118 281	1 216 800	1 213 430	53 941		1 267 371
Transport	25	2 249 161	2 445 500	2 353 712	832 048		3 185 760
Hygiène du milieu	26	1 069 391	1 243 500	1 208 255	478 930	52 400	1 739 585
Santé et bien-être	27		4 000				
Aménagement, urbanisme et développement	28	416 766	634 700	626 645	66 423		693 068
Loisirs et culture	29	776 968	979 300	976 160	10 250	76 963	1 063 373
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	528 230	359 600	711 799		3 543	715 342
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 554 837	1 592 800	1 654 576	(1 654 576)		
	34	9 197 090	10 336 900	10 810 617		138 933	10 949 550
Excédent (déficit) lié aux activités	35	2 045 043	(518 800)	(821 621)	(45 261)	(866 882)	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 045 043	(518 800)	(821 621)	(45 261)
Moins : revenus d'investissement	2	(2 155 181)	()	(49 169)	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(110 138)	(518 800)	(772 452)	(45 261)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	1 554 837	1 592 800	1 654 576	68 807
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7				844
	8	1 554 837	1 592 800	1 654 576	69 651
					1 724 227
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				5 750
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				5 750
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				5 750
					5 750
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(992 700)	(1 027 400)	(1 037 200)	(18 152)
	18	(992 700)	(1 027 400)	(1 037 200)	(18 152)
					(1 055 352)
Affections					
Activités d'investissement	19	(389 553)	(141 200)	(6 143)	(2 524)
Excédent (déficit) accumulé					8 667
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	297 800	219 000	27 235	
Excédent de fonctionnement affecté	21				27 235
Réserves financières et fonds réservés	22	(126 441)	(124 400)	(158 123)	(2 300)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(160 423)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(218 194)	(46 600)	(137 031)	(4 824)
	26	343 943	518 800	480 345	52 425
					532 770
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	233 805		(292 107)	7 164
					(284 943)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	1	Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement					
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(35 346)(	244 475)(	) (	244 475)
Sécurité publique	3	(46 404)(	705 060)(	) (	705 060)
Transport	4	(1 417 850)(	813 675)(	) (	813 675)
Hygiène du milieu	5	(1 642 866)(	238 821)(	) (	238 821)
Santé et bien-être	6	() () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7	( ) (	23 576)(	) (	23 576)
Loisirs et culture	8	(74 423)(	9 536)(	2 524)(	12 060)
Réseau d'électricité	9	() () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	() () () () (
	11	(3 216 889)(	2 035 143)(	2 524)(	2 037 667)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	() () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	() () () () (
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	594 000	1 516 800		1 516 800
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	389 553	6 143	2 524	8 667
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	36 032	366 980		366 980
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	344 616	(453 484)		(453 484)
	19	770 201	(80 361)	2 524	(77 837)
	20	(1 852 688)	(598 704)		(598 704)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	302 493	(647 873)		(647 873)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023	2024			
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	56 024	1 036 530	64 459	1 100 989
Débiteurs (note 5)	2	5 731 179	5 834 209	11 375	5 845 584
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	5 787 203	6 870 739	75 834	6 946 573
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 267 900	4 267 900		4 267 900
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	898 764	1 690 408	38 390	1 728 798
Revenus reportés (note 11)	12	412 895	405 902	5 827	411 729
Dette à long terme (note 12)	13	11 347 100	12 936 219	127 811	13 064 030
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	16 926 659	19 300 429	172 028	19 472 457
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 139 456)	(12 429 690)	(96 194)	(12 525 884)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	29 295 709	29 676 276	995 174	30 671 450
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	96 847	111 872	2 350	114 222
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	72 274	145 296	2 666	147 962
	23	29 464 830	29 933 444	1 000 190	30 933 634
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	467 243	(204 135)	9 059	(195 076)
Excédent de fonctionnement affecté	25			27 575	27 575
Réserves financières et fonds réservés	26	305 894	902 555		902 555
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(372 317)	(1 020 190)		(1 020 190)
Financement des investissements en cours	28				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	17 924 554	17 825 524	867 362	18 692 886
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	18 325 374	17 503 754	903 996	18 407 750

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 552 500	2 682 963	2 767 760
Autre	1 942 862			
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	533 300	557 997	578 139
Autres	410 621			
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5	3 436 100	3 308 008	3 623 167
Ententes de services				
Services de transport collectif	6	27 500	28 384	28 384
Autres services	7			25 923
Autres biens et services	8			
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme				
à la charge				
De l'organisme municipal	9	356 300	703 343	706 688
D'autres organismes municipaux	10			518 760
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	3 300	8 456	8 654
				13 618
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 835 100	1 866 890	1 507 769
Transferts	15			1 641 116
Autres	16			5 606
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 592 800	1 654 576	1 723 383
Actifs incorporels achetés	20			1 622 594
Autres				
■	21.1			
	22	10 336 900	10 810 617	10 949 550
				9 387 828

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(195 076)
Excédent de fonctionnement affecté	2	27 575
Réserves financières et fonds réservés	3	902 555
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()
Financement des investissements en cours	5	(1 020 190)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 692 886
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	18 890 996
	8	18 407 750
		19 274 632

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	(204 135)	467 240
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	9 059	(42 455)
	11	(195 076)	424 785

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale

▪	12.1		
	13		

Organismes contrôlés et partenariats¹

▪ Confection rapport expert	14.1		
▪ Immobilisations	14.2		
▪ Dette à long terme	14.3	27 575	25 274
	15	27 575	25 274
	16	27 575	25 274

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
■	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
■	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	286 287
Organismes contrôlés et partenariats	22	251 804
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	572 676
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	28 592
Organismes contrôlés et partenariats	26	44 090
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 000
Autres		
■	30.1	
	31	902 555
	32	902 555
		305 894

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()()
Autres	37 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()()
	39 ()()
Assainissement des sites contaminés	40 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()()
Autres		
▪	43.1 ()()
	44 ()()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()()
Utilisation du fonds de roulement	46 ()()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()()
Autres		
▪	49.1 ()()
	50 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()()
Mesure relative à la COVID-19	52 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()()
Autres		
▪	55.1 ()()
	56 ()()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ()()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (	1 020 190)(
	66)	(372 317)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	30 671 450
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72)	30 671 450
Ajustements aux éléments d'actif	73)	26 047
	74)	30 671 450
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	13 064 030)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	106 481)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77)	1 216 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78)	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79)	
	80 (	11 954 511)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	24 053)(
	82 (	11 978 564)(
	83)	18 692 886
		18 890 996

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	-	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	_____
Autres avantages sociaux futurs	54	_____

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	■	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	92	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	
	■	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104
--	-----

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1
--	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	135 711
Autres régimes	115	90 275
	116	135 711
		90 275

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6

Description du régime

	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	6 340
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	21 366
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	16 429
	121	21 366
		16 429

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 179 600	7 166 394	7 166 394
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			6 034
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	4 600	4 987	4 987
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 184 200	7 171 381	7 171 381
				6 404 248
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	285 500	286 177	286 177
Égout	13	340 500	285 915	285 915
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	610 500	586 968	586 968
Autres				
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	18 000	22 104	22 104
Service de la dette	18	372 500	352 630	352 630
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 627 000	1 533 794	1 533 794
				1 513 791
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 627 000	1 533 794	1 533 794
	27	8 811 200	8 705 175	7 918 039

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	16 000	26 376	26 376
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	16 000	26 376	26 376
				3 176
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	16 000	26 376	26 376
				3 176

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	30 000		
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	12 000	10 742	1 207
Enlèvement de la neige	54	64 500	67 711	69 511
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64		5 153	18 620
Réseaux d'égout	65		7 954	7 954
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	32 500		84 501
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			
	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	5 000	23 364	18 364
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	139 000	96 560	114 924
				208 867

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	(114 463)	(114 463)	1 537 965
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			193 291
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			370 200
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120	42 040	42 040	
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125	23 254	23 254	53 725
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	(49 169)	(49 169)	2 155 181

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	201 749	201 749	57 218
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	201 749	201 749	57 218
TOTAL DES TRANSFERTS	140	139 000	249 140	2 421 266

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	200	335	335
	144	200	335	7 934
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	31 000	1 409	1 409
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	31 000	1 409	19 457
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	37 800		
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	37 800		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	30 000		33 367
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	30 000		33 367

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	165 000	170 875	244 028
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	500	13	13
Autres	181			
	182	165 500	170 888	244 041
Réseau d'électricité	183			
	184	264 500	172 632	245 785
				207 656

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185	4 000		
Évaluation	186			
Autres	187			
	188	4 000		
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197		175	175
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202		6 501	6 501
	203		6 676	6 676
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 400		64 992
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	1 400		64 992
Réseau d'électricité	229			
	230	5 400	6 676	6 676
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	269 900	179 308	252 461
				272 648

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	41 000	28 984	28 984
Droits de mutation immobilière	233	360 000	641 360	641 360
Droits sur les carrières et sablières	234			454 083
Autres	235	49 000		56 837
	236	450 000	670 344	548 021
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	31 000	19 563	19 563
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	84 000	64 128	66 115
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	17 000		
Autres contributions	247		29 271	29 271
Redevances réglementaires	248			22 828
Autres	249		45 691	45 859
	250	17 000	74 962	75 130
				23 237
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	288 200	315 459	315 459	315 459	189 107
Greffé et application de la loi	2	51 500	112 300	112 300	112 300	64 927
Gestion financière et administrative	3	1 082 000	1 192 325	212 984	1 405 309	1 411 336
Évaluation	4	183 200	179 789	179 789	179 789	164 962
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Autres	6.1	255 800	266 167	266 167	266 167	221 494
	7	1 860 700	2 066 040	212 984	2 279 024	2 285 051
						1 702 584
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	850 500	853 557	853 557	853 557	794 173
Sécurité incendie						
▪ Premiers répondants	9					
Autres	10	358 800	359 773	53 941	413 714	413 714
Sécurité civile	11	7 500	100	100	100	100
Autres	12					
	13	1 216 800	1 213 430	53 941	1 267 371	1 168 463
TRANSPORT						
Réseau routier						
▪ Voirie municipale	14	1 720 500	1 550 064	832 048	2 382 112	2 289 574
Enlèvement de la neige	15	666 400	746 449	746 449	746 449	679 280
Éclairage des rues	16	14 600	20 793	20 793	20 793	14 398
Circulation et stationnement	17	16 500	8 022	8 022	8 022	14 507
Transport collectif						
Transport en commun	18	27 500	28 384	28 384	28 384	25 923
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 445 500	2 353 712	832 048	3 185 760	3 185 760
						3 023 682

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	7 000	6 590	6 590	6 590	7 203
Réseau de distribution de l'eau potable	24	305 800	245 379	239 465	484 844	484 844
Traitement des eaux usées	25	203 300	284 987	284 987	337 387	320 497
Réseaux d'égout	26	83 000	76 968	239 465	316 433	340 314
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	209 100	190 163	190 163	190 163	217 770
Élimination	28	283 200	175 086	175 086	175 086	150 499
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29		40 158	40 158	40 158	37 084
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31		47 409	47 409	47 409	
Traitement	32					
Matériaux secs	33	150 200	140 815	140 815	140 815	93 265
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	1 900	700	700	700	1 825
Autres	39					
	40	1 243 500	1 208 255	478 930	1 687 185	1 739 585
						1 565 153
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	4 000				
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	4 000				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	479 100	479 797	66 423	546 220	339 325
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	35 700	29 410		29 410	115 282
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	119 900	117 438		117 438	29 515
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	634 700	626 645	66 423	693 068	484 122
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	324 800	416 248	10 250	426 498	235 734
Patinoires intérieures et extérieures	55	81 400	81 256		81 256	156 527
Piscines, plages et ports de plaisance	56	55 000	11 712		11 712	11 712
Parcs et terrains de jeux	57	272 400	227 740		227 740	242 259
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	186 100	186 118		186 118	176 551
	61	919 700	923 074	10 250	933 324	1 010 287
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	59 600	53 086		53 086	51 027
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	59 600	53 086		53 086	51 027
	68	979 300	976 160	10 250	986 410	1 063 373
						911 446

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	351 100	685 382	685 382	688 727	506 441
Autres frais	71	5 200	17 961	17 961	17 961	12 319
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	3 300	8 456	8 456	8 654	13 618
	74	359 600	711 799	711 799	715 342	532 378
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75					
	76	1 592 800	1 654 576 (	1 654 576)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges | 21010 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	194 923	194 923	797 328
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			568 098
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	525 244	525 244	1 563 965
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	23 576	23 576	
Autres infrastructures	11			33 193
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	76 811	76 811	
Édifices communautaires et récréatifs	14	66 085	66 085	53 725
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	832 302	832 302	91 958
Ameublement et équipement de bureau	18	114 222	116 746	29 408
Machinerie, outillage et équipement divers	19	201 980	201 980	81 616
Terreins	20			5 938
Autres	21			
	22	2 035 143	2 037 667	3 225 229

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	194 923	194 923	797 328
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			568 098
Autres infrastructures	5	548 820	548 820	1 597 158
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 291 400	1 293 924	262 645
	12	2 035 143	2 037 667	3 225 229

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 781 756	547 200	129 629
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 711 307	969 600	925 723
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	11 493 063	1 516 800	1 055 352
				11 954 511
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9		1 216 000	1 216 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13		1 216 000	1 216 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15		1 216 000	1 216 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18		1 216 000	1 216 000
	19	11 493 063	2 732 800	1 055 352
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	11 493 063	2 732 800	1 055 352
				13 170 511

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	13 042 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 020 190
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
▪		
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	601 268
Débiteurs	8	1 216 000
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres	11.1	
▪		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 245 622
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	157 597
Endettement net à long terme	14	12 403 219
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	44 862
Communauté métropolitaine	16	7 834
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	12 455 915
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
▪	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 455 915
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	179 800	179 789	179 789
Autres	3	167 700	167 678	167 678
Sécurité publique				
Police	4	850 500	853 556	853 556
Sécurité incendie	5	8 300	12 789	12 789
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	27 500	28 384	28 384
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	203 300	284 987	3 526
Matières résiduelles	12	43 900	40 158	40 158
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	4 000		
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	83 300	87 739	83 600
Rénovation urbaine	19	117 400	117 438	115 282
Promotion et développement économique	20	16 700	16 712	16 955
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	132 700	77 660	
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 835 100	1 866 890	1 507 769
				1 641 116

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	2 035 143
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	2 035 143
		3 216 889

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	9,00	35,00	16 609,50	*****	*****
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00		
Cols blancs	3	3,00	35,00	6 122,00	*****	*****
Cols bleus	4	16,00	40,00	33 335,00	*****	*****
Policiers	5					
Pompiers	6	2,00	40,00	2 994,50	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	30,00		59 061,00	*****	*****
Élus	9	7,00		242 403	42 101	284 504
	10	37,00		*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2				
Réseau de distribution de l'eau potable	3	5 153			5 153
Traitement des eaux usées	4	7 954			7 954
Réseaux d'égout	5				
Autres	6	271 724	(72 423)	36 732	236 033
	7	284 831	(72 423)	36 732	249 140

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	94 256
	4	94 256
		75 937
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	15 019
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	15 019
		11 000
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	486 468
Enlèvement de la neige	12	
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	486 468
		356 293
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	116 056
TraITEMENT des eaux usées	19	
Réseaux d'égout	20	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	116 056
		85 000
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	
Autres	36	
	37	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	38	
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	
	41	
Réseau d'électricité	42	
	43	711 799
		528 230

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mélanie Royer Couture	1.1	Maire	51 000	17 041	18 503
Camille Nadeau	1.2	Conseiller	13 333	6 599	
Stéphane Racine	1.3	Conseiller	13 333	6 599	
Vincent Villemure	1.4	Conseiller	13 333	6 599	
Marc Magny	1.5	Conseiller	14 446	7 223	
Claude Leclerc	1.6	Conseiller	13 333	6 599	
Eric Ennis	1.7	Conseiller	18 322	8 809	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	OUI	NON
--	------------	------------

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 250 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 1 012 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Crédances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Crédances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

23 \$

Solde cumulatif au début de l'exercice

24 \$

Constatés au cours de l'exercice

25 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	\$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$ 23 290 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC Côte-de-Beaupré - durée indéterminée

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif
 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage
 76 _____ \$
 - Abords de routes
 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été
 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles
 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relativs à l'entretien d'hiver :
 - Relativs à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 19-321

b) Date d'adoption de la résolution

86 2019-11-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 425

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 78

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-08-20 14:59

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges | 21010 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus					
Fonctionnement	1	9 086 952	9 818 100	10 038 165	93 672 10 131 837
Investissement	2	2 155 181		(49 169)	(49 169)
	3	11 242 133	9 818 100	9 988 996	93 672 10 082 668
Charges	4	9 197 090	10 336 900	10 810 617	138 933 10 949 550
Excédent (déficit) lié aux activités	5	2 045 043	(518 800)	(821 621)	(45 261) (866 882)
Moins : revenus d'investissement	6	(2 155 181)	(	(49 169)	(49 169)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(110 138)	(518 800)	(772 452)	(45 261) (817 713)
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 554 837	1 592 800	1 654 576	68 807 1 723 383
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				
Remboursement de la dette à long terme	10	(992 700)	(1 027 400)	(1 037 200)	(18 152) (1 055 352)
Affectations					
Activités d'investissement	11	(389 553)	(141 200)	(6 143)	(2 524) (8 667)
Excédent (déficit) accumulé	12	171 359	94 600	(130 888)	(2 300) (133 188)
Autres éléments de conciliation	13				6 594 6 594
	14	343 943	518 800	480 345	52 425 532 770
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	233 805		(292 107)	7 164 (284 943)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023	2024		2023
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	56 024	1 036 530	1 100 989
Débiteurs	2	5 731 179	5 834 209	5 845 584
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			5 750
Autres	5			
	6	5 787 203	6 870 739	6 946 573
				5 854 605
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	4 267 900	4 267 900	4 267 900
Créditeurs et charges à payer	9	898 764	1 690 408	1 728 798
Revenus reportés	10	412 895	405 902	411 729
Dette à long terme	11	11 347 100	12 936 219	13 064 030
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	16 926 659	19 300 429	19 472 457
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(11 139 456)	(12 429 690)	(12 525 884)
				(11 184 667)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	29 295 709	29 676 276	30 671 450
Autres	17	169 121	257 168	262 184
	18	29 464 830	29 933 444	30 933 634
				30 459 299
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	467 243	(204 135)	(195 076)
Excédent de fonctionnement affecté	20			27 575
Réserves financières et fonds réservés	21	305 894	902 555	902 555
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(372 317)	(1 020 190)	(1 020 190)
Financement des investissements en cours	23			(372 317)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	17 924 554	17 825 524	18 692 886
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			18 890 996
	26	18 325 374	17 503 754	18 407 750
				19 274 632

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪	1.1	
▪	2	
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	27 575
	4	27 575
		25 274
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	5.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7	286 287
Organismes contrôlés et partenariats	8	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9	601 268
Organismes contrôlés et partenariats	10	
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	15 000
Autres		
▪	14.1	
	15	902 555
	16	930 130
		305 894
		331 168

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 12 245 622
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 12 455 915
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>	

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5 8 755 184	8 711 307
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6 3 199 327	2 781 756
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 1 216 000	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10	
	11 13 170 511	11 493 063

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement				
Taxes	12 7 918 039	8 811 200	8 705 175	8 705 175
Compensations tenant lieu de taxes	13 3 176	16 000	26 376	26 376
Quotes-parts	14			
Transferts	15 247 721	139 000	298 309	316 673
Services rendus	16 207 656	269 900	179 308	252 461
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17 584 409	481 000	689 907	689 907
Autres	18 125 951	101 000	139 090	141 245
	19 9 086 952	9 818 100	10 038 165	10 131 837
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22 2 155 181		(49 169)	(49 169)
Autres	23			
	24 2 155 181		(49 169)	(49 169)
	25 11 242 133	9 818 100	9 988 996	10 082 668

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 860 700	2 066 040	212 984	2 279 024	2 285 051
Sécurité publique						
Police	2	850 500	853 557		853 557	853 557
Sécurité incendie	3	358 800	359 773	53 941	413 714	413 714
Autres	4	7 500	100		100	100
Transport						
Réseau routier	5	2 418 000	2 325 328	832 048	3 157 376	3 157 376
Transport collectif	6	27 500	28 384		28 384	28 384
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	599 100	613 924	478 930	1 092 854	1 145 254
Matières résiduelles	9	642 500	593 631		593 631	593 631
Autres	10	1 900	700		700	700
Santé et bien-être	11	4 000				
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	479 100	479 797	66 423	546 220	546 220
Promotion et développement économique	13	119 900	117 438		117 438	117 438
Autres	14	35 700	29 410		29 410	29 410
Loisirs et culture	15	979 300	976 160	10 250	986 410	1 063 373
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	359 600	711 799		711 799	715 342
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	8 744 100	9 156 041	1 654 576	10 810 617	10 949 550
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 592 800	1 654 576 (	1 654 576)		
	21	10 336 900	10 810 617		10 810 617	10 949 550
						9 387 828

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023	Réalisations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 155 181	(49 169)	(49 169)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 216 889)(	2 035 143)(	2 524)(
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()()()()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	594 000	1 516 800	1 516 800
Affectations				
Activités de fonctionnement	5	389 553	6 143	2 524
Excédent accumulé	6	380 648	(86 504)	(86 504)
	7	(1 852 688)	(598 704)	(598 704)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	302 493	(647 873)	(647 873)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14